

Les impostures du “plan pauvreté” de Macron : tout pour les autres, rien pour les nôtres

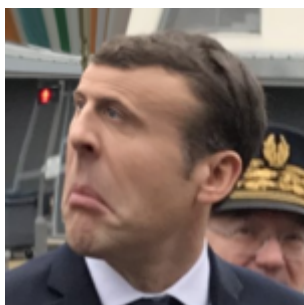
écrit par Christine Tasin | 14 septembre 2018



La corde
neuneu...

à

Môssieur est vexé d’être appelé
“Président des riches” ?



Le premier de cordée, se
penche sur les gueux !

Derrière son air cool,
perce un peu le morgeux...

Avec sa corde qu’il se
pende !

Môssieur veut se faire passer pour un
homme proche du peuple, proche des
petits...

Môssieur va simplement accroître les
différences de traitement entre
nationaux et immigrés, en pratiquant la
préférence étrangère. Une fois de plus.

Cela avait commencé avec le dédoublement
des classes de CP... réservé aux zones
peuplées majoritairement d’immigrés ou
de descendants d’immigrés. Ah ! Que

On s'en fout de sa
propagande !

De ses emballements, ses
discours chichiteux...

PACO. Grimpe aux
arbres. Seul !

diraient nos anciens, qui apprenaient à lire dans une classe de 40 à plusieurs niveaux, issus de familles où l'illettrisme le disputait souvent à l'analphabétisme... Mais fermons la parenthèse, là n'est pas notre propos.

Macro-con va donc lancer un grand plan pauvreté... qui sera mis en application sur 4 ans ! D'ici là vous pouvez danser devant le buffet vide et crever de faim, il s'en torche le derrière, bien nourri au caviar quotidien de l'Élysée.

Mais comme ce plan ne vous concerne pas, de façon évidente, aujourd'hui ou en 2022, ça ne changera pas grand-chose. Sauf que vos impôts vont augmenter pour financer les profiteurs du système, toujours les mêmes.

Récapitulons :

I Il a annoncé une « loi en 2020 » visant à créer « un revenu universel d'activité » qui fusionnerait plusieurs prestations sociales pour « garantir un seuil minimal de dignité » à tous.

C'est pour garantir un seuil minimal de dignité à tous qu'il a supprimé la prime d'activité aux personnes qui travaillent et ont une pension d'invalidité, leur faisant perdre en moyenne 150 euros par mois ?

<https://www.faire-face.fr/2018/03/06/invalidite-suppression-prime-activite/>

Ainsi un actif payé au smic travaillant à temps partiel parce

que malade, payé par son employeur 700 euros mensuels reçoit un complément d'invalidité de 200 euros. Total 900... allez payer votre loyer, les charges, la nourriture, les frais de voiture nécessaire pour aller au turbin. La prime d'activité de 150 euros n'était pas pour le superflu mais pour le nécessaire, pour survivre. Fini. Crevez, vous qui, bien que handicapés ou malades, faites l'effort d'aller travailler.

Quant à l'arlésienne du revenu universel d'activité, chacun sera ravi de voir Macron faire du Hamon... Développer le nombre de traîne-savates payés à ne rien faire au lieu d'encourager et valoriser celui qui fait l'effort de se lever de bonne heure... L'expérience du RSA ne sert à rien ? Le RSA est très insuffisant pour vivre pour celui qui cherche vraiment un emploi, qui doit faire garder ses enfants, se vêtir, aller chez le coiffeur... pour les entretiens d'embauche. Mais nous connaissons tous des "profiteurs", des glandeurs qui se contentent du RSA en vivant au crochet de leurs parents, en demandant chaque mois la lune à l'assistante sociale, en travaillant au noir... Le Revenu universel d'activité va donc pérenniser cela... Et qui va en profiter un maximum dans les "territoires perdus de la République " où l'on travaille beaucoup, beaucoup moins qu'ailleurs ?

Quartiers aux handicaps multiples

Les chiffres sont là pour le prouver. Et témoignent de la discrimination à tous les étages dont sont victimes les habitants de ces territoires. 40% de la population de ces quartiers "politique de la ville" vivent dans la "pauvreté". Contre 16% dans l'ensemble de la population. 25% sont au chômage, soit 15 points de plus que la moyenne nationale. Et 45% pour les jeunes de moins de 25 ans (20 points de plus que la moyenne). En outre, 44% sont inactifs, soit 20 points de plus que dans la moyenne nationale.

Voilà pour le constat. Mais comme le reconnaît l'entourage d'Emmanuel Macron : "Il y a un cumul des difficultés". C'est là que l'on trouve le plus de "Français par acquisition" (comme l'Insee appelle pudiquement les habitants d'origine étrangère), de foyers monoparentaux, d'allocataires du RSA, de bénéficiaires de l'aide au

https://www.challenges.fr/politique/chomage-services-publics-les-chiffres-desesperants-des-banlieues-pauvres_513286

Et chacun de nos lecteurs sait que s'il y a plus de chômage dans les "quartiers" ce n'est pas à cause du racisme des employeurs... Chacun sait que s'il y a moins de médecins qu'ailleurs c'est à cause des agressions que subissent ces derniers, qui ne veulent plus se déplacer. Chacun sait que chaque bus de nuit est suivi par un voiture banalisée avec des policiers à l'intérieur pour intervenir en cas de problème. Problème lié à la pauvreté, vraiment ?

II Il a annoncé que 50 millions seraient consacrés à l'aide sociale à l'enfance et sa volonté d'étendre le repas à un euro dans les cantines pour les plus fragiles.

La cantine à un euro dans les cantines ? En voilà une idée qu'elle est bonne !

La cantine à un euro dans les cantines ? Histoire de faire payer le repas du non assimilé par les familles de Français moyen qui bossent, elles, et respectent les lois, elles. Ça ne coûtera pas un centime à Macron puisque, dans nombre de communes "socialistes", on paye déjà la cantine en fonction de ses revenus. Tout ça pour oublier qu'il y a déjà énormément de prestations compensatrices, les impôts, les allocations familiales, l'allocation logement, les primes de rentrée scolaire, primes de Noël, aides sociales diverses et variées... Tout cela permet de dire qu'en France, l'égalité en droit ça n'est pas un vain mot. J'ai été élevée, dans les années 60, par une mère célibataire, femme de ménage, quand il n'y avait ni allocation, ni aide... Elle aurait été vexée de me voir à

part, avec un prix de cantine différent...

Quant à l'aide sociale à l'enfance... elle concerne dorénavant essentiellement les migrants mineurs ou se prétendant tels

“L'aide sociale à l'enfance est, depuis les [Lois de décentralisation](#) de 1983, un service du Département, placé sous l'autorité du président du Conseil départemental et dont la mission essentielle est de venir en aide aux enfants et à leur famille par des actions de prévention individuelle ou collective, de protection et de lutte contre la maltraitance. Lorsqu'un mineur ne peut être maintenu dans sa famille, l'aide sociale à l'enfance est chargée de répondre à l'ensemble de ses besoins. Il est alors accueilli soit dans une famille d'accueil agréée soit dans un établissement d'enfants à caractère social. Wikipedia.”

Or, les familles d'accueil accueillent de plus en plus de prétendus mineurs étrangers, des “migrants” qui arrivent par charters...

<http://resistancerepublicaine.com/2017/09/01/famille-daccueil-jai-demissionne-plutot-que-de-devoir-accepter-des-enfants-migrants/>

<http://resistancerepublicaine.com/2013/09/03/les-enfants-venus-dailleurs-prennent-ils-vraiment-la-place-des-notres-en-famille-daccueil/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/01/09/les-familles-daccueil-nont-plus-de-place-pour-les-petits-envahies-de-migrants-mineurs-de-20-a-55-ans/>

Et pendant ce temps, nos pauvres gosses sont, eux, en centres collectifs... sans la chaleur de parents de substitution, sans le bonheur de la vie de famille.

III Le plan prévoit notamment d'ouvrir davantage les crèches aux enfants de quartiers prioritaires ou défavorisés.

Ben oui, dorénavant les crèches dont on manque drastiquement en France seront réservées prioritairement aux étrangers... ne travaillant pas. Les parents pourront se consoler en confiant leurs bébés à des nounous voilées qui les priveront de jambon-purée et les initieront à la prière coranique. C'est déjà le cas dans plusieurs municipalités communistes ou socialistes, les places en crèche sont attribuées prioritairement aux étrangers ou descendants d'étrangers, qu'ils travaillent ou pas.

IV Créer un fonds pour financer des petits-déjeuners dans les écoles prioritaires.

Autrement dit, le con-tribuable français va prendre en charge complètement les frais de nourriture des enfants pour lesquels les parents perçoivent déjà... des allocations familiales et autres compléments. Les dits parents vont pouvoir continuer de pondre, vautrés devant TFI pendant que les voisins surveillent les gosses sur le parking et que le Français du premier se lève tôt pour aller gagner durement sa vie, avec un salaire ponctionné pour engraisser la pondeuse.

V Pour les jeunes, l'obligation de formation passera de 16 à 18 ans. Des moyens supplémentaires seront attribués aux missions locales pour qu'elles repèrent les décrocheurs du système scolaire et leur proposent des formations

Ça c'est la cerise sur le gâteau. On va obliger les a-scolaires qui amènent à la dépression des milliers d'enseignants tous les ans à rester deux ans de plus à

l'école. Et ce n'est pas une blague. Macron ne sait pas, évidemment, qu'on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif...

Et pour qu'un âne ait soif, il faut qu'il n'ait rien, qu'il soit obligé de se lever, de travailler... pour pouvoir manger, tout simplement. Ils vont continuer à bousiller des classes, des éducateurs, formateurs, assistantes sociales... vont être mobilisées pour leur trouver des formations qui ne mèneront à rien...

Quant à financer les missions locales pour qu'elles "repèrent" les décrocheurs, c'est un gag ? C'est plutôt encore une façon de créer des sinécures réservées aux associations, histoire d'acheter la paix sociale dans les quartiers.

Voilà, le Grand Remplacement impliquait le Plan pauvreté. Les hordes débarquent, il faut les nourrir, les occuper (parce que les former... pour la majorité d'entre eux, c'est sans espoir si on lit les chiffres du chômage et si on connaît les difficultés des profs dans les territoires perdus de la République).

Quant à savoir qui paiera nos retraites dans 20 ans... Vous comprenez sans doute pourquoi ils repoussent sans cesse l'âge de départ de celle-ci. Nos jeunes ont un avenir noir, à cause de l'immigration, de l'islamisation et des salauds comme Macron.

